

Intertexte à Sade et retour d'El Niño Nicolas Sarkozy, discours de Bercy, 29 avril 2007

Pierre Popovic

Volume 50, Number 3 (281), September 2008

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/34696ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (print)

1923-0915 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Popovic, P. (2008). Intertexte à Sade et retour d'El Niño : Nicolas Sarkozy, discours de Bercy, 29 avril 2007. *Liberté*, 50(3), 81–87.

Intertexte à Sade et retour d'El Niño

Nicolas Sarkozy, discours de Bercy¹, 29 avril 2007

Pierre Popovic

La logique du discours prononcé par Nicolas Sarkozy à Bercy le 29 avril 2007, à huit jours de l'élection qui devait le porter à la présidence de la République française, est partiellement imputable à l'organisation en deux temps du rite électoral. Au premier tour, il s'agit d'être classé dans les deux meilleurs en rassemblant son camp. Au second, le candidat doit grappiller des voix partout où il peut — sans perdre son camp, très très largement captif en l'occurrence —, et se donner désormais comme un président imminent, lequel sera selon la formule consacrée « le président de tous les Français ». Henri Guaino² commet en conséquence un discours où il y en a pour tous : les gens âgés et leur retraite, les jeunes et leur accès difficile au travail, la police et son courage, les patrons et leur bienveillance, les bons immigrés et leur abnégation républicaine, les centristes excepté Bayrou, Le Pen (auquel est empruntée cette phrase : « J'ai besoin de tous ces sans-grade, de tous ces anonymes, de tous ces gens ordinaires, de toute cette majorité silencieuse [...] »), les femmes (Simone Veil) et « la gauche », à laquelle, selon une méthode de captation systématique qui a fait ses preuves dans le marketing, le texte vole des thèmes, des mots et des emblèmes tels Jaurès et Blum, en attendant Guy Môquet bientôt chiné dans les réserves mémorielles du Parti communiste français (PCF).

1. Le texte de ce discours est disponible sur le site de l'Union pour un mouvement populaire (UMP) à l'adresse suivante : http://www.u-m-p.org/site/index.php/s_informer/discours/nicolas_sarkozy_a_bercy (consulté le 7 juillet 2008).
2. Auteur réel des discours de Nicolas Sarkozy, souvent appelé aujourd'hui dans les médias « la plume du président ».

Dans cette logique de rassemblement, la stigmatisation de « Mai 68 » est *a priori* bizarre et risquée. Il y a en effet sur le grand marché électoral toute une série de gens qui ont fait 68 et qui votent encore ou qui ont autrefois bénéficié de certaines de ses conséquences sociales et politiques, ou encore qui en ont reçu une lecture historienne nuancée ou positive³. Les conseillers du patron de l'UMP et Henri Guaino ont donc calculé qu'il y avait plus à gagner qu'à perdre en stigmatisant « Mai 68 ».

Qu'y avait-il à perdre ? Des voix de nostalgiques ou d'anciens, les suffrages de groupes engagés très à gauche et, pour cette raison, irrécupérables, et un certain nombre de voix du côté des nouvelles militances, principalement écologistes (Daniel Cohn-Bendit est désormais une vedette verte).

Qu'y avait-il à gagner ? Outre un effet de surprise, trois choses, et non des moindres.

Le 29 avril, en discours, « Mai 68 » prend la place de Chirac. Jusque-là, le candidat a été présenté comme le « candidat de la rupture », et cette rupture en était une avec une « certaine manière de faire de la politique » en laquelle tout commentateur reconnaissait le chiraquisme (qu'on serait assez bien en mal de définir avec précision, mais en logique publicitaire cela n'a aucune importance). Rompre avec Chirac, c'était rentable pour prendre l'UMP et pour devenir le nouveau champion de la droite. Entre les deux tours, ce n'est plus assez glamour ni assez gros. « Mai 68 » va faire l'affaire et donner une durée historique, une épaisseur politique et une dimension épique à un politicien qui, par le passé, joua plus souvent qu'à son tour les utilités. Du point de vue narratif, c'est la dimension épique qui est la plus importante : elle permet de transformer le candidat arriviste en vaillant redresseur de torts et d'en faire le héros d'un récit latent de *revanche bien méritée*. C'est pourquoi une bonne partie du discours de Guaino consiste à lui trouver des veuves et quelques orphelins⁴.

3. Ce sera d'ailleurs la réponse — un peu molle — de Ségolène Royal : « Mai 68, ce sont aussi les accords de Grenelle [etc.]. »

4. L'exploitation politicienne de la douleur a rarement atteint des limites aussi vomitives : « cette famille à La Courneuve qui pleurait la mort d'un petit garçon de onze ans », « la douleur des parents de cette jeune fille brûlée vive dans un bus », « ce petit

Deuxièmement, « Mai 68 » est un peu plus dans l'air du temps que d'habitude, à la fois circonstanciellement et par association d'images. D'une part, le signifiant « Mai 68 » flotte dans l'imaginaire social, car le proche quarantième anniversaire de 2008 l'a remis en bouches. Voilà pour la circonstance. D'autre part, du côté de l'association d'images, le coup est bien joué. À l'instar d'un signe poétique, « Mai 68 » n'a que des vertus connotatives⁵. Dans les magazines, à la télévision, sur la couverture des livres, « Mai 68 » connote la violence et se limite à trois choses : des voitures qui brûlent, des jeunes gens qui jettent des pierres, des CRS qui leur courent après. Or, si en 2007 on demande au *citoyen lambda* à quoi fait penser le combo « incendie, jeunes jeteurs de pierres, CRS », ledit *lambda* l'associe immédiatement à la crise des banlieues. Par un effet d'amalgame implicite typique, stigmatiser « Mai 68 », c'est renvoyer aux banlieues incendiées et justifier en sourdine la subtile déclaration bien connue de l'ex-ministre de l'Intérieur : « On va nettoyer la cité des 4000 au Kärcher. »

Troisièmement, « Mai 68 » et « l'héritage de Mai 68 » reviennent dans le discours comme une scie. Leur martèlement fait de « Mai 68 » un pur objet de fascination livré à la détestation la plus irrationnelle. Tout le discours d'ailleurs, et toute la prose de Guaino en général, fonctionne de façon semblable, par accumulation vectorielle d'anaphores hystérogènes⁶. Le leurre devient vite obsessionnel et fascinant, en sorte qu'il permet de faire passer en sous-main toute une série de pseudo-arguments et de raisonnements oiseux, et de les donner pour neufs alors qu'ils relèvent de la pensée conservatrice et réactionnaire la plus éculée.

En voici un exemple. Quel rapport peut-il y avoir entre ces deux phrases :

garçon [...] que je tenais par la main devant le cercueil de son père gendarme », « la jeune Ghofrane et [...] sa mère si digne, Ghofrane battue à mort », etc.

5. À l'exception de ses usages dans les lieux clos de l'historiographie académique.
6. La liste de ces anaphores se succédant en torsades serait à analyser comme telle. On rencontre au fil des pages « Ce ne fut pas », « Ce fut », « Ce jour-là », « j'ai su », « Il me fallait », « quatre mois », « on », « nous », « un doute [immense] », « je suis allé [à la rencontre des Français avec...] », « [ce] peuple », « la politique [son retour] », « la morale », « [l'héritage de] mai 68 », « cette gauche », « je me souviens », « huit jours ».

1. Je ne peux pas accepter de vivre dans une société où l'on explique à des salariés qu'il faut supprimer 10 000 emplois pour trouver de l'argent et dont le patron, responsable de cette situation, part avec un chèque de 8 millions d'euros.

2. Et, comme Simone Veil, je suis allé dans cette campagne, révolté par le fait que les revenus de l'assistance puissent être plus élevés que ceux du travail et que l'on puisse s'appauvrir en se remettant à travailler.

Sur un plan rationnel, il n'en existe strictement aucun. « Mai 68 » va néanmoins permettre de relier ces phrases en devenant dans la prose de Guaino la cause unique et immorale des deux événements. Il suffit au futur président de dire et de redire que les « héritiers de mai 68 ont abaissé le niveau moral de la politique », qu'ils ont imposé un laxisme généralisé à la société française. Dans les deux cas, c'est d'un seul et même incivisme qu'il s'agit. Entre de rares assistés sociaux qui gagneraient 20 euros de plus qu'un smicard, et un patron galetteux qui se tire en empochant 8 millions d'euros après une gestion cauteleuse, il n'y a dès lors pas de différence : c'est le même problème et la même cause.

Au fond de ce mécanisme d'amalgame moral loge une jubilation étrange, qui a toujours fait jouir la plus vieille des droites. Car il faut bien voir que les deux phrases ont des narrataires différents. Dans la première, l'affirmation part du général (« une société où l'on explique ») pour finir dans le particulier (« des salariés [...] dont le patron ») : il n'y a ici qu'un dérapage incriminé, une rareté, certes indigne, mais une rareté quand même. Dans la seconde phrase, tout l'énoncé affirme une vérité générale : « les revenus de l'assistance » peuvent « être plus élevés que ceux du travail ». Dès lors, ce qui est visé, ce n'est pas comme dans le premier cas un individu, « le » patron de certains salariés, mais c'est un phénomène très large, l'assistance sociale en tant que telle. La jouissance de l'orateur et de sa base électorale traditionnelle vient de la relance de ce pur délice rhétorique : les responsables du mal social sont ceux qui en subissent le plus les effets (en l'occurrence : les assistés sociaux).

Le même mécanisme s'applique aux problèmes de l'école et de l'université française :

Voyez comme l'héritage de mai 68 a liquidé l'école de Jules Ferry qui était une école de l'excellence, du mérite, du respect, une école du civisme, une école qui voulait aider les enfants à devenir des adultes et non à rester de grands enfants, une école qui voulait instruire et non infantiliser, parce qu'elle avait été construite par de grands républicains qui avaient la conviction que l'ignorant n'est pas un homme libre.

Il suffit de brandir le vilain fétiche de 68, et tout s'explique. Il s'en est sans doute fallu de peu que la grippe aviaire, le réchauffement climatique et la future défaite de l'équipe française au Mondial de rugby face à l'Angleterre ne trouvent là leur explication grandiose : « l'héritage de mai 68 ». On se croirait dans cette chanson admirablement ironique de Plume Latraverse où tous les événements délicats survenant sur la planète s'expliquent par l'action délétère d'El Niño.

Cependant, via ce genre de sophismes, ce sont des lieux communs de la pensée la plus réactionnaire qui sont relancés. Car que suggère au bout du compte ce discours ? En faisant s'équivaloir l'assisté social et le patron cauteleux, il ne fait pas que confondre deux situations et deux personnages très différents. Il confond aussi deux principes et établit entre eux un rapport de causalité latent. En clair, il suggère que les politiques d'assistance sociale (trop « laxistes ») sont responsables des égarements du néolibéralisme contemporain. En insinuant que c'est « Mai 68 » qui a perverti les objectifs de l'école républicaine, il suggère que la démocratisation de l'accès aux universités — seul progrès très relatif de « Mai 68 », en plus d'une petite ouverture vers l'autonomie des universités — est la cause des difficultés actuelles (réelles, mais imputables à d'autres causes) du système d'éducation. Cette imputation perverse de la cause du « mal social » à ceux qui en subissent le plus les conséquences est vieille comme le conservatisme le plus réactionnaire. Par exemple, au cours de

la première Restauration, elle faisait le miel de penseurs archi-conservateurs comme Jean-Baptiste Guillaume Joseph, comte de Villèle, l'homme du milliard d'indemnisation aux émigrés, inoublable auteur des *Lettres d'un contribuable*, ou de Jules Auguste Armand Marie de Polignac, dont le caractère réac pur jus inspira les ordonnances de Saint-Cloud de juillet 1830.

Mais, avant Villèle et Polignac, elle se disait avec limpidité en ces termes sous la plume de Sade, maître s'il en est de l'inversion des rôles du bourreau et de la victime⁷ :

Eugénie : — [...] mais, Dolmancé, la charité, la bienfaisance, ne pourraient-elles faire le bonheur de quelques âmes sensibles ?

Dolmancé : — Loin de nous, Eugénie, les vertus qui ne font que des ingrats ! Mais ne t'y trompe point d'ailleurs, ma charmante amie : la bienfaisance est bien plutôt un vice de l'orgueil qu'une véritable vertu de l'âme. [...] Ne t'imagines pas non plus, Eugénie, que cette action ait d'aussi bons effets qu'on se l'imagine : je ne l'envisage, moi, que comme la plus grande des duperies ; elle accoutume le pauvre à des secours qui détériorent son énergie ; il ne travaille plus quand il s'attend à vos charités, et devient, dès qu'elles lui manquent, un voleur ou un assassin.

Et plus loin :

Eugénie : — Elle [sa mère, une bienfaitrice] était de la Société maternelle, de la Société philanthropique ; je ne sais de quelle association elle n'était point [...].

Mme de Saint-Ange : — Il n'y a rien de plus ridicule et en même temps de plus dangereux, Eugénie, que toutes ces associations : c'est à elles, aux écoles gratuites et aux maisons de charité que nous devons le bouleversement horrible dans lequel nous voici maintenant. Ne fais jamais d'aumône, ma chère, je t'en supplie⁸.

7. Pour une compréhension de l'historicité de cette thématisation sadienne, voir l'admirable thèse de Geneviève Lafrance : *Bienfaisance et révolution. L'imaginaire du don chez Isabelle de Charrière, Gabriel Sénac de Meilhan, Joseph Fiévée et Germaine de Staël*, Université de Montréal, 2007, p. 196-198.
8. Marquis de Sade, *La philosophie dans le boudoir*, Paris, France Loisirs, 1983, p. 38-39.

La bienfaisance, l'école gratuite, les maisons de charité, ce sont les ancêtres *circa* 1789 des politiques d'assistance sociale et de la démocratisation de l'enseignement modernes. Le sarkozisme est un conservatisme « gentrifié », mis au goût du jour. Mais Mme de Saint-Ange et Dolmancé sont les « instituteurs immoraux » *fictifs* de l'ingénue Eugénie. Sarkozy, lui, vient *pour de vrai* de niquer Marianne.